Jean Ziegler

OÙ EST L'ESPOIR ?

JEAN ZIEGLER

Seuil

OÙ EST L'ESPOIR ?

Jean Ziegler

OÙ EST L'ESPOIR ?

ÉDITIONS DU SEUIL
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e^*

ISBN 978-2-02-157927-7

© Éditions du Seuil, octobre 2024,
pour toutes langues excepté la langue allemande.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Solo le pido a Dios
Que el dolor no me sea indiferente
Que la reseca muerte no me encuentre
Vacía y sola sin haber hecho lo suficiente.

Je demande une seule chose à Dieu
Que la douleur ne me laisse pas indifférente
Que la mort blême ne me trouve pas seule et vide
Sans que j'aie fait ce qui était nécessaire sur cette terre.

Mercedes Sosa[1]

La tâche de l'intellectuel n'est pas de distribuer des aménités, mais d'énoncer ce qui est. Son propos n'est pas de séduire, mais d'armer.

Régis Debray

1. Texte de León Gieco.

I

L'ordre cannibale du monde

Les horreurs que l'homme inflige à l'homme dépassent l'imagination.

Une troisième guerre mondiale se profile, dévastatrice, qui verrait l'usage d'armes nucléaires. Le meurtrier de masse Vladimir Poutine en utilise la menace pour terroriser ses victimes. L'admirable peuple ukrainien, ses alliés américains et européens, les médias l'évoquent.

Quant aux peuples du Sud, ils subissent les ravages d'une guerre planétaire depuis des temps immémoriaux.

Conformément aux chiffres publiés par les vingt et une organisations spécialisées des Nations unies, les décès induits par le sous-développement économique et social et la misère extrême dans les 122 pays du tiers-monde se sont élevés, en 2023, à plus de 61 millions d'êtres humains.

Les démographes évaluent les ravages provoqués par la Seconde Guerre mondiale : 18 millions d'hommes, femmes et adolescents morts au combat et entre 50 et 55 millions de civils tués. Autrement dit, la faim, la soif, les épidémies et les conflits provoqués par la misère détruisent aujourd'hui

chaque année presque autant d'êtres humains que la Seconde Guerre mondiale en six ans.

Selon le rapport annuel de 2022 de la Banque mondiale, les 500 plus puissantes sociétés transcontinentales du monde, tous secteurs confondus – industries, commerces, services, finances –, ont contrôlé 52,8 % du produit mondial brut, c'est-à-dire de toutes les richesses produites en une année sur la planète. Ces minces oligarchies du capital financier globalisé détiennent un pouvoir économique, politique, militaire, financier et idéologique comme jamais avant eux un roi, un empereur ou un pape n'en a possédé.

Elles échappent à tout contrôle étatique, parlementaire, judiciaire, syndical. Elles sont d'une vitalité et d'une créativité extraordinaires. Elles promeuvent et développent continuellement le progrès scientifique et technique, à leur avantage pour commencer.

Elles augmentent formidablement les forces productives de l'humanité.

Mais elles n'obéissent qu'à une seule stratégie : l'accumulation du profit maximal, dans le temps le plus court possible et à n'importe quel coût humain.

Elles sont les véritables maîtres de l'ordre cannibale du monde.

Elles décident chaque jour de qui, sur la terre, va manger et vivre ou souffrir de la faim et mourir. Car l'accès aux biens – nourriture, médicaments, abri, stabilité politique, État de droit, travail, rémunération assurant la survie physique des individus, la vie familiale, etc. – dépend du pouvoir d'achat des consommateurs et consommatrices et non pas d'un ordre normatif garanti par la loi.

L'être humain n'existe, ne se constitue et ne grandit qu'avec l'aide d'autres êtres humains. En le réduisant à sa fonctionnalité marchande, l'ordre cannibale le mutile, le prive de sa singularité, de son destin. Cet ordre, qui n'est pas fondé sur des relations de réciprocité et de complémentarité entre êtres humains, mais sur la concurrence, l'affrontement, la jalousie, la domination et l'exploitation, est intolérable. Il doit être combattu sans relâche.

L'ordre cannibale est habité par l'inégalité. D'après l'organisation non gouvernementale britannique Oxfam International[1], dans son rapport sur les inégalités dans le monde de décembre 2021, les 18 multimilliardaires les plus riches du monde possèdent autant de valeurs patrimoniales que la moitié la plus pauvre de la planète, plus précisément 3,8 milliards d'êtres humains.

Karl Marx avait soixante-cinq ans lorsqu'il est décédé paisiblement dans l'unique fauteuil de son modeste logement de Maitland Park Road 41 à Londres, dans l'après-midi du 14 mars 1883. Jusqu'à son dernier souffle, il est resté convaincu de la permanence de ce qu'il appelait le « manque objectif », c'est-à-dire de l'insuffisance des biens disponibles pour couvrir les besoins vitaux des hommes. Selon lui, le couple maudit du maître et de l'esclave, luttant entre eux pour le contrôle des biens insuffisants pour satisfaire aux besoins élémentaires de tous les humains, allait accompagner l'humanité pendant des siècles encore. Toute sa théorie de la lutte des classes, de la division internationale du travail, du

1. Oxfam est l'acronyme d'Oxford Committee for Famine Relief, une organisation fondée en Grande-Bretagne en 1942.

caractère épiphénoménal de l'État est basée sur cette hypothèse de la permanence du manque objectif de biens. Or, sur ce point, Marx s'est trompé. Depuis sa mort, l'humanité a connu une formidable succession de révolutions scientifiques, technologique, électroniques, informatiques, industrielles, qui ont potentialisé d'une manière extraordinaire et totalement imprévisible les forces de production à l'œuvre sur la planète. Le manque objectif a été vaincu.

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, le problème ne se pose plus en termes d'insuffisance et d'inadéquation de la production rapportées aux besoins de la population mondiale. Il réside dans la scandaleuse impossibilité, pour des milliards d'êtres humains, d'accéder, par manque de moyens financiers, à des biens vitaux par ailleurs disponibles en abondance.

J'insiste. À l'heure actuelle, fait sans précédent dans l'histoire, le manque objectif de biens matériels indispensables à la survie élémentaire de tous les humains est vaincu. Et – coïncidence tragique – c'est précisément au même moment qu'un nouvel ordre cannibale du monde s'est emparé de la planète.

Comment combattre cette tragédie ? Où est la solution ?

Aussi complexe soit-il d'y atteindre, une certitude doit nous guider, exprimée par Bertolt Brecht : « Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

Nicolas Boukharine a dit : « Les révolutionnaires sont des opportunistes qui ont des principes. » Depuis de nombreuses années, j'essaie de pratiquer l'« intégration subversive ». Je désigne sous cette expression l'acte militant qui consiste à intégrer les institutions officielles et à utiliser leur force pour

tenter de provoquer des transformations systémiques. Étant né en Suisse, un pays libre bien que fortement corrompu, je suis un privilégié : j'ai pu faire des études de droit et de sociologie, j'ai été nommé en 1972 professeur à l'université de Genève où j'ai pleinement joui des libertés académiques. J'ai été élu en 1967 député de Genève au parlement de la Confédération helvétique à Berne. Puis, de 2000 à 2008, j'ai été Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation. J'ai donc eu la chance, tout au long de ma vie, de pouvoir m'exprimer librement pour tenter d'infléchir la conscience collective. Dans ces conditions, si je ne luttais pas quotidiennement contre l'ordre cannibale du monde, je ne pourrais pas me regarder dans un miroir. Le privilège crée un minimum de responsabilités. Je m'efforce d'en être digne. Cela reste un exercice difficile, mais je fais de mon mieux.

II

La faim

Le massacre quotidien de dizaines de milliers de personnes par la faim est le scandale absolu de notre temps. Quelques chiffres : toutes les cinq secondes, sur cette planète, un enfant de moins de dix ans meurt de la faim ou de ses suites immédiates (kwashiorkor, noma, etc.). Près de 71 millions de personnes meurent chaque année, toutes causes de décès confondues – guerres, accidents, maladies, suicides, vieillesse, etc. En 2022, sur ces 71 millions de personnes qui ont quitté le monde, 13 % sont mortes de la faim ou de ses suites immédiates.

Sur une planète qui regorge de richesses, la faim est encore aujourd'hui pour l'humanité, et de loin, la cause principale, la plus évidente, de mort et de destruction. Le rapport annuel de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, recense le nombre des victimes et fournit des chiffres qui ne sont contestés par personne. Il établit également que l'agriculture mondiale, au stade actuel de son développement, pourrait nourrir sans difficulté plus de 12 milliards d'êtres humains, autrement dit presque le double de la population mondiale actuelle, si

la distribution de la nourriture ne dépendait pas du pouvoir d'achat des consommateur·trices, mais qu'elle était répartie de manière équitable sous l'égide d'une réglementation normative partout sur la planète. Autrement dit : par un droit humain universel à l'alimentation, garanti par les institutions internationales.

Ce massacre quotidien n'est donc pas une fatalité. Un enfant qui meurt de faim est assassiné. La faim est faite de main d'homme et pourrait être éradiquée de la surface de la Terre moyennant quelques réformes concrètes inspirées par la volonté politique.

À ce fléau s'ajoute l'insécurité alimentaire permanente, que la FAO définit comme le fait de ne pas pouvoir bénéficier de manière régulière d'une alimentation adéquate : réduction des portions caloriques, sauts de repas, nourriture déséquilibrée. Les personnes soumises à ces privations vivent dans l'angoisse du lendemain. Les parents ne savent pas comment nourrir leurs enfants. Ce tourment empoisonne leur vie. En 2022, 2,4 milliards d'êtres humains, soit près de 30 % de la population mondiale, ont souffert d'insécurité alimentaire.

La mort par la faim et l'insécurité alimentaire sont inégalement distribuées entre les continents. 61 % des Africains souffrent d'insécurité alimentaire. Comparé à la situation d'avant la pandémie de Covid-19, le nombre des victimes africaines gravement sous-alimentées a augmenté de plus de 120 millions. En additionnant le nombre des victimes de la destruction par la faim et de l'insécurité alimentaire, les experts de la FAO concluent : un·e Africain·e sur cinq ne mange pas à sa faim.

Le scandale est là.

À de rares exceptions près, un être humain peut survivre trois minutes sans respirer, trois jours sans boire, trois semaines sans manger. Chez les enfants sous-alimentés, la mort s'annonce plus rapidement.

L'agonie par la faim est l'une des plus effroyables et des plus douloureuses qui soient. Elle comporte cinq stades.

Le corps de la victime épuise d'abord ses sucres et ses graisses. Une léthargie s'installe et paralyse toute énergie, toute volonté, toute possibilité de combattre. Les victimes, privées de leurs réserves énergétiques, perdent rapidement du poids. Le système immunitaire s'effondre. Les diarrhées sanglantes détruisent le métabolisme. Les infections des voies respiratoires, les parasites buccaux provoquent d'horribles douleurs. Commence alors la dégradation de la masse musculaire. Les enfants affamés ne réussissent plus à rester debout. Ils se recroquevillent dans la poussière. Leurs petits bras pendent sans vie. Leur visage prend l'aspect de celui de vieillards. Leur voix devient un râle, une dernière plainte à peine audible. Puis vient la mort.

La mort par la faim est une réalité connue de chacune et chacun d'entre nous. Elle frappe imperturbablement jour après jour, dans une normalité glacée.

Comment est-ce possible ?

Professeur à l'université Harvard, John Kenneth Galbraith est l'un des économistes les plus célèbres de la deuxième moitié du XX^{e} siècle. John Fitzgerald Kennedy a été son étudiant. Devenu président des États-Unis, il l'a appelé à la Maison-Blanche comme conseiller et, plus tard, l'a nommé ambassadeur en Inde. Un des essais les plus lus

de Galbraith, *L'Art d'ignorer les pauvres*[1], apporte à notre question une réponse banale, mais convaincante : pour se protéger de leur propre mauvaise conscience, les riches et les moins riches développent depuis des siècles mille ruses pour détourner les yeux des victimes.

Les structures répressives et meurtrières qui produisent la faim sont bien connues. Évoquons-en quelques-unes.

D'abord, la dette extérieure publique des 75 pays les plus pauvres du monde. En 2022, elle atteignait le montant record de 1 100 milliards de dollars, soit plus du double de son niveau de 2012.

Prenons un exemple concret, témoignant des effets catastrophiques de la dette extérieure. Dans les pays du Sahel, au sud du Sahara, un hectare de terre destinée à la culture des céréales produit – en temps normal, c'est-à-dire lorsque ne surviennent ni invasion de criquets, ni guerre, ni sécheresse, ni toute autre catastrophe climatique – 600 à 700 kilos de céréales. En France, en Belgique, au Tyrol ou dans le Piémont, la production pour la même surface cultivable est en moyenne de 10 000 kilos. Cette différence n'est évidemment pas due au fait que le paysan africain et la paysanne africaine seraient moins compétents ou moins travailleurs que le paysan et la paysanne européen·nes. Elle découle tout simplement du fait que les premiers ne bénéficient d'aucune aide : ni irrigation, ni engrais minéral, ni aucun investissement de la part de l'État, lui-même écrasé sous le poids de sa dette extérieure.

1. Paris, Les liens qui libèrent, 2011.

Éliminer la dette extérieure des pays les plus pauvres permettrait donc d'accroître immédiatement et massivement la productivité alimentaire de ces pays.

Autre exemple de mécanisme assassin à l'origine de la faim sur la planète : la spéculation. Tout le monde sait que le maïs, le blé, le riz et autres céréales – c'est-à-dire les aliments de base qui couvrent, en temps normal, 75 % de la consommation mondiale – sont négociés comme n'importe quelle marchandise dans les Bourses du monde. En financiarisant de la sorte les aliments de base, les spéculateurs – au premier rang desquels se trouvent les grands groupes financiers et les banques – engrangent des profits astronomiques. Avec un effet dévastateur : l'élévation des prix mondiaux. Or, quand les prix augmentent, la mère de famille, qui doit avec très peu d'argent tenter d'acheter de la nourriture pour ses enfants dans les favelas du Brésil, dans les Smokey Mountains de Manille, dans les *slums* de Dacca au Bangladesh, se retrouve dans l'impossibilité d'acquérir ces marchandises. Elle rentre alors chez elle avec moins encore de nourriture que d'habitude et voit s'accroître le risque que ses enfants dépérissent de faim.

Interdire la spéculation boursière sur les aliments de base serait donc un deuxième moyen, immédiatement applicable, de lutter contre la faim et la malnutrition. Aucune Bourse du monde ne fonctionne sans règles. En Europe, aux États-Unis, en Asie, on pourrait interdire de spéculer sur les aliments de base par le simple ajout d'un article à la réglementation boursière existante. En très peu de temps, des millions d'êtres humains seraient ainsi sauvés.

Un souvenir me revient. Quand j'étais Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, j'ai

fait plusieurs missions en Bolivie. L'aéroport d'El Alto, à La Paz, se trouve à près de 4 000 mètres d'altitude. À chaque fois, pour préserver ma santé, j'ai passé quelques jours à Lima, au bord du Pacifique, aux abords d'un bidonville que je connaissais par l'ONG d'aide à l'enfance Terre des Hommes. Devant le dépôt de riz, je revois la file de femmes se former à la tombée du jour. C'était une année de montée mondiale du prix du riz – et de profits exorbitants pour les spéculateurs. Je suis resté jusqu'à minuit dans ce dépôt étouffant de chaleur. Les mères achetaient le riz dans des gobelets en plastique. Elles s'en allaient à la maison, allumaient le feu sous la casserole pour y verser le contenu de leur gobelet. Dans l'eau bouillante flottaient quelques grains de riz : la nourriture des enfants pour la journée du lendemain.

On pourrait également agir sur une autre aberration : le déversement massif, sur les marchés agricoles extra-européens, des surplus très bon marché de l'Union européenne, qui produit trop et qui, pour maintenir ses prix à l'intérieur du continent, exporte sa surproduction à des prix défiant toute concurrence – des prix de dumping. Sur les marchés de Dakar, comme celui de Sandaga par exemple, on peut tout au long de l'année acheter des fruits et des légumes français, grecs et belges, des poulets espagnols, etc., pour la moitié ou le tiers du prix des biens alimentaires correspondants produits dans le pays même.

C'est la ruine, bien sûr, pour le paysan africain qui se tue pourtant au travail, douze heures par jour sous un soleil brûlant, avec sa femme et ses enfants. Et qui n'a aucune chance de s'assurer le minimum vital quand des biens similaires à ceux qu'il produit sont vendus en deçà du prix auquel il pourrait légitimement prétendre.